

André Mommen
Universiteit van Amsterdam
Stichting Center for Economic and Political Studies CEPS

Laïcité et sécularisation aux Pays-Bas et en Belgique ou la fin de la pilarisation de la société civile

[Partis politiques, religion, sécularisation, Pays-Bas, Belgique]

Résumé *Les relations entre l'Église et l'État en Belgique et aux Pays-Bas furent longtemps déterminées par un compromis historique établissant une paix larvée entre les forces politiques prônant la « liberté scolaire » et celles défendant la laïcité, de facto les valeurs de la Révolution française. À l'origine, il s'agissait essentiellement d'une lutte visant le contrôle de l'éducation publique et le rôle des congrégations religieuses dans l'organisation de l'enseignement. Ceci avait ensuite conduit à une segmentation accrue de la société en « piliers » gérant leurs propres réseaux sociaux dans un système communautaire subventionné par l'État et dont les élites décidaient entre elles des modalités à suivre. Avec la déconfectionnalisation et l'expansion économique influençant de plus en plus les rapports humains, cette organisation de la société a perdu sa signification et a conduit à la disparition plus ou moins complète des « piliers ».*

115

Mots-clés: *Laïcité, sécularisation, Église, État, Pays-Bas, Belgique, pilarisation, Partis politiques*

La segmentation de la société

Selon les sociologues et les historiens, cette lutte idéologique entre les convictions politiques et religieuses était à l'origine des « piliers » qui s'organisaient déjà dès la fin du XIX^e siècle et qui avaient ensuite formé des segments philosophiques ou religieux quasi autonomes. Cette segmentation de la société civile en « piliers » était le résultat de conflits issus de la Révolution française de 1789. Celle-ci avait organisé la société et l'État sur une base laïque et avait donné libre cours à un essor économique sans précédent sous la houlette des partis libéraux belges et hollandais (Chlepnier 1956: 55-71; De Wit 1980).

La grande période libérale prenait fin vers 1870. Les partis libéraux des deux pays se divisaient en une aile radicale et une aile plutôt conservatrice, tandis que les forces réactionnaires se mobilisaient pour défendre les intérêts de l'Église contre les visées des libéraux radicaux qui voulaient étatiser l'enseignement. Les forces laïques voyaient dans l'école officielle un instrument majeur contre l'obscurantisme, tandis que les conservateurs se servaient du principe de la « liberté d'enseignement » pour avoir

leurs écoles subventionnées sous le couvert du budget de l'Etat. Pour ces derniers, l'école officielle n'avait pas de raison d'être.

L'aile radicale du libéralisme, vite dépassée par le mouvement socialiste exigeait des réformes sociales et démocratiques. La lutte scolaire prenait fin par la signature d'une « paix scolaire » entre les deux camps opposés, en 1917 aux Pays-Bas et seulement en 1958 en Belgique. Cet écart de plus de 40 ans s'expliquait par l'impact exercé par les institutions catholiques et surtout le parti catholique, omniprésent tout au long de cette période dans les campagnes et les petites villes de Flandre. Cette « paix scolaire » était également le produit d'un compromis plus large et plus profond englobant la société entière. Elle couronnait, au niveau idéologique, un système de contrôle politique basé sur des organisations de masse (ouvriers, paysans, indépendants) en des mondes parallèles d'obédiences diverses.

116

Une « paix scolaire » signée en 1917 aux Pays-Bas ne pouvait étonner en pleine Première Guerre Mondiale obligeant les partis politiques à se mettre d'accord sur l'essentiel. Le suffrage universel pour les hommes était alors voté afin de satisfaire les socialistes en échange de subventions généreuses aux écoles confessionnelles. La « paix scolaire » de 1917 était donc une victoire pour les partis confessionnels qui s'accommodaient du suffrage universel, ce dernier tout au profit de leurs électeurs modestes (ouvriers, petits paysans). Le suffrage universel pour les hommes était introduit en Belgique en 1919, sans révision constitutionnelle préalable. Sous occupation durant toute la guerre, la Belgique voyait son potentiel industriel réduit de façon drastique. Ainsi les partis politiques (libéraux, socialistes et catholiques) au pouvoir à la sortie de la guerre donnaient alors toute priorité à la reconstruction économique du pays, sans pour autant vouloir initier un débat au sujet de la question scolaire ce qui présentait le risque de mettre le gouvernement d'union nationale en danger.

La présence des partis confessionnels au pouvoir leur donnait un droit de contrôle social et idéologique peu commun en étant au sein de toutes les coalitions gouvernementales. Ils pouvaient dès lors bloquer le processus de décision. Ils devaient cependant s'accommoder de la présence socialiste dans les grandes villes et les régions économiquement plus développées, ainsi que de celle des libéraux qui représentaient une force considérable au niveau de la presse et du monde financier.

Le Parti Ouvrier Belge (POB) et le Sociaal-Democratische Arbeiderspartij (SDAP) hollandais étaient des adversaires redoutables pour les conservateurs confessionnels. En ayant la capacité de mobiliser les ouvriers de

la grande industrie et des transports, ils pesaient sur la politique sociale et économique de leurs pays respectifs.

Le parti catholique en Belgique et son homologue hollandais RKSP (Roomsche-Katholieke Staatspartij) étaient en désaccord quant à la stratégie à suivre, car divisés au sein du Parlement entre conservateurs et progressistes, ainsi qu'entre représentants des organisations ouvrières, paysannes et patronales. En Belgique toujours, les catholiques étaient parfois obligés de faire une coalition gouvernementale avec les socialistes afin de débloquer la situation politique. En 1939 seulement, les socialistes hollandais sont invités à siéger au gouvernement. Néanmoins les socialistes se heurtaient à l'attitude des catholiques, toujours hostiles à une idéologie socialiste sans Dieu tout en prônant des valeurs chrétiennes.

Les « piliers » s'intéressaient non seulement aux croyances, mais également à la défense des intérêts des adhérents en couvrant les grands risques sociaux de la classe ouvrière par des interventions multiples de l'Etat. G. Esping-Andersen (Esping-Andersen 1980) avait nommé l'institution du système d'assurances sociales la « décommodification » de la force du travail.

117

En effet, les allocations de chômage et les pensions de vieillesse ou d'invalidité garantissaient maintenant à tout le monde une sécurité sociale assez poussée tout en portant un coup mortel au système de bienfaisance. De plus, l'Etat-providence gérait la répartition des revenus et conservait l'idéologie des partis confessionnels en instituant les allocations familiales. Celles-ci étaient octroyées aux « femmes au foyer », tandis qu'il incombait au mari de subvenir aux besoins de sa famille. Les Pays-Bas et la Belgique adoptaient dès lors le modèle rhénan (ou bismarckien) d'allocations sociales.

Un système corporatiste avorté

Cette organisation de la société en « piliers » influençait profondément le fonctionnement des institutions représentatives. Les parlementaires ne représentaient désormais plus les électeurs d'une circonscription géographiquement bien définie mais bien un parti politique. Certains de ses membres étaient désignés par les organisations des « piliers » au Parlement et celles-ci faisaient observer une certaine discipline de faction.

Le catholicisme social, né de l'ultramontanisme réactionnaire, donnait naissance vers 1900 à un syndicalisme catholique, principalement organisé par des prêtres « sociaux ». Ces prêtres n'hésitaient pas à se lancer dans la lutte sociale et électorale en opposition aux syndicats socialistes. Profitant de la démocratisation du suffrage, ces prêtres – ou « intellectuels

traditionnels » – comme disait Antonio Gramsci –, connaissaient de la sorte leurs moments de gloire. Dans un même temps, ils renforçaient le catholicisme politique dans les campagnes en organisant des ligues paysannes et des coopératives de crédit, qui assuraient au parti catholique la stabilité électorale. Ces organisations catholiques étaient ensuite systématiquement contrôlées par des prévôts.

La société civile était à l'évidence de plus en plus réduite à l'existence de « groupes sociaux » aux intérêts parfois contradictoires. Ce projet de société avait rapidement gagné une certaine audience grâce à l'encyclique papale *Rerum Novarum* de 1894 et à l'engagement des prêtres catholiques dont plusieurs siégeaient plus tard au Parlement.

118

En Hollande, le RKSP occupait une place centrale au Parlement en formant un bloc composé des deux partis protestants Anti-Revolutionaire Partij (ARP) et Christelijk-Historische Unie (CHU) pour défendre les intérêts de l'école confessionnelle. En Belgique, le parti catholique était majoritaire au Parlement entre 1884 et 1914, avantage perdu après la Grande Guerre.

Après l'introduction du suffrage pur et simple, les « piliers » s'employaient à bloquer toute dynamique sociale et culturelle. En marginalisant l'influence laïque, ils favorisaient un cléricalisme sous-jacent. Le catholicisme se manifestait comme une force retardataire voulant freiner l'expansion économique dans la sphère culturelle, tandis que les protestants restaient trop divisés pour parler d'une seule voix. Les libéraux et les socialistes se livraient une guerre idéologique contre l'obscurantisme, sans pouvoir atteindre la suprématie ni contrecarrer les idées réactionnaires propagées dans les journaux et revues catholiques, lus dans ces milieux.

Aux Pays-Bas, cette situation s'accompagnait d'une lutte de l'Église catholique pour le contrôle des intellectuels, formés désormais à la nouvelle université catholique à Nimègue. L'Université Catholique de Louvain faisait déjà fonction de centre intellectuel pour les catholiques belges.

Le corporatisme (Spann 1921) gagnait de nouveaux adhérents dans le monde catholique à l'issue de la Grande Guerre. Il était d'application dans un certain nombre de pays catholiques, mais avait peu de succès en Belgique et aux Pays-Bas.

En effet, les syndicats catholiques devenus de plus en plus forts, n'y voyaient pas un système améliorant la défense de leurs intérêts face à un patronat de plus en plus intraitable et bien organisé. Par ailleurs, le corporatisme était un cheval de bataille aux mains des réactionnaires visant à établir un État autoritaire capable de décréter l'état d'exception (Schmitt

1996). Enfin, ce même corporatisme limitait la liberté d'action des syndicats en les intégrant dans un système dans lequel l'Etat et les patrons prenaient les décisions essentielles (Joye et Lewin 1967: 229–64).

Faisant suite à cette situation, le monde catholique était en ébullition permanente. L'Eglise exerçait encore sa domination spirituelle malgré une concurrence accrue entre les prêtres et les intellectuels qui marquaient leur indépendance face à la hiérarchie catholique par presse interposée. C'était notamment le cas de *L'Action Française* qui pouvait se targuer d'une popularité croissante dans les milieux catholiques belges (Defoort 1978; Chenaux 2009: 37–49). Ensuite, l'*Action Catholique*, pourtant bien contrôlée par l'épiscopat belge, devenait en même temps une force militante, berceau ensuite du parti *Rexiste* de Léon Degrelle (Conway 1993). Dès 1919, le nationalisme flamand s'organisait en un parti politique indépendant attirant des électeurs catholiques des campagnes avec à leur tête des instituteurs flamingants.

119

Tous ces mouvements autoritaires avaient un impact profond sur la culture politique de l'époque, comme les socialistes influencés par cette idéologie corporatiste et autoritaire. Pour combattre la crise économique Henri de Man lançait, fin 1933, son *Plan du Travail* (Dodge 1966: 124–72; Horn 1996: 74–95), que les socialistes hollandais reprenaient ensuite à leur compte. En renouvelant leur doctrine, ces derniers s'ouvraient ainsi aux socialistes chrétiens.

Ce renouvellement néo-socialiste s'inscrivait d'ailleurs dans un mouvement intellectuel promouvant l'irrationalisme philosophique contre le rationalisme et le marxisme (Lukács 1962; Sternhell 1987). Au niveau idéologique ces rénovateurs socialistes s'étaient déjà démarqués du marxisme et de la lutte des classes en prônant une approche éthique du socialisme. En 1945, les socialistes hollandais, tentaient même une opération « *doorbraak* » (« la brèche ») pour former un grand parti progressiste avec les chrétiens et les libéraux de gauche, mais sans succès remarquable. En Belgique, une tentative éphémère avec l'Union Démocratique Belge (UDB) ne rencontrait guère de succès électoral (Beerten 1990). La pilarisation voulue par l'épiscopat catholique se reconstituait dès lors partout sur les fondements sociaux d'avant-guerre.

Quelle société civile?

Avec ses organisations sociales, la société pilarisée ne ressemblait en rien à la société civile décrite par Alexis de Tocqueville (1848) ou Adam Ferguson (1995). Le cléralisme avec ses intellectuels traditionnels – décrit

par Antonio Gramsci (1959) – y restait fort présent tout en excluant le développement de la libre pensée. Cette nouvelle société civile, dans laquelle les organisations cléricales dominaient, posait des problèmes conceptuels. L'Ancien Régime avait bien disparu, la liberté de conscience était discernable malgré un espace public largement envahi voire colonisé par des organisations cléricales guidées par l'épiscopat catholique.

Un consensus conceptuel pouvait néanmoins être trouvé en se référant à la définition formulée par le *Centre for Civil Society* de la *London School of Economics*. Selon cette définition, la société civile se référait principalement à une arène d'action collective non-répressive autour d'intérêts, de valeurs et buts communs.

120

En théorie, ses formes étaient distinctes de celles de l'Etat, de la famille et de la sphère économique. Pourtant, en pratique, les frontières entre ces trois groupes étaient très alambiquées, floues et souvent discutées. La société civile comprenait normalement une diversité d'espaces, d'acteurs et de formes institutionnelles qui variaient selon leur degré de formalisation, d'autonomie et de pouvoir, telles que les sociétés caritatives, organisations non-gouvernementales, communautés spontanées, organisations féminines, communautés religieuses, associations professionnelles, syndicats d'ouvriers, groupes d'entre-aide, organisations patronales, groupes partisans, etc...

Dans les pays en voie de développement, ces organisations défendaient les principes d'une économie non marchande basée sur la communauté des biens, le libre accès à la terre et à l'eau, le droit à la santé ainsi qu'à la participation sociale. Dans ce contexte, Karl Polanyi (Polanyi 1957) avait d'ailleurs remarqué que le capitalisme ne pouvait qu'anéantir l'aspect traditionnel basé sur des coutumes garantissant la production non marchande. Ce sont principalement les mouvements religieux parfois fondamentalistes qui ralentissaient la percée du capitalisme dans le schéma social.

Le rationalisme du XVIII^e siècle avait voulu réformer la société en la basant sur un contrat social conclu par des citoyens libres et égaux, non assujettis aux dogmes de la religion chrétienne. Etant responsables de leurs actes, ils devaient toujours s'assumer. L'enseignement aidant, tous les hommes pouvaient avoir accès au statut de citoyen. Par le respect de la loi, l'ordre public s'établissait sans contrainte. Cette conception libérale de la société civile était donc basée sur l'existence fictive d'un contrat social entre citoyens libres. La réalité était pourtant autre car, au XIX^e siècle, ce sont les propriétaires payant des impôts qui avaient le droit de

vote et qui exerçaient le pouvoir politique, celui-ci formalisant un cadre juridique dans lequel la bourgeoisie poursuivait ses propres intérêts au détriment des autres classes sociales. La résistance de ces dernières ne pouvait cependant se développer que dans le cadre d'une société civile déjà pleinement subjuguée par des relations de type mercantiles.

Pour contrecarrer l'expansion du capitalisme dans les sphères restées non marchandes, des systèmes de patronage et d'entraide se développaient au cours de cette période de grande mutation du système économique. C'est ainsi que les partis conservateurs avaient la capacité de se transformer en partis de masse par la mobilisation et l'organisation des petits paysans, artisans, commerçants et ouvriers. Afin d'aplanir les conflits d'intérêts entre ces groupes sociaux plutôt disparates, les partis confessionnels mettaient en place, entre les citoyens et l'Etat, une intermédiation au niveau national. Ce système néo-corporatiste installé en Belgique et aux Pays-Bas après 1945, ne supplantait pas le Parlement qui lui, restait souverain. Il s'agissait principalement d'un dispositif permettant aux syndicats et aux organisations patronales de conclure des accords collectifs concernant les salaires. La politique salariale appartenait désormais à la sphère publique et se discutait aussi au Parlement.

121

Cette expansion de la sphère publique vers le domaine social et économique était liée à une nouvelle conception de la citoyenneté. Le gouvernement devait désormais prendre soin du bien-être de ses citoyens en facilitant le progrès économique.

Pour les intellectuels catholiques, cette nouvelle donne posait un problème. En effet, l'Eglise n'était plus habilitée à s'occuper de cet aspect politique et économique. Après la défaite du fascisme, les partis catholiques se renouvelaient nécessairement en acceptant la doctrine personnaliste propagée par Jacques Maritain et Emmanuel Mounier (Domenach 1972; Loubet del Bayle 1969) avant la guerre. En Belgique, la démocratie chrétienne donnait désormais le ton (Verhoeven 1976; Neuville et al. 1996).

Former une coalition gouvernementale avec les socialistes restait encore pour les catholiques hollandais une opération hasardeuse (Visser 1986; Koole 1986: 99–117) bien que le Katholieke Volkspartij (KVP) gouvernât avec les socialistes jusqu'en 1958. Ensuite, le KVP et les partis protestants ont formé des coalitions avec les libéraux de droite (Brouwer et Ramakers 2007; Van der Heiden et Kessel 2010). En Belgique, la polarisation idéologique entre la gauche et la droite empêchait encore une collaboration

durable entre catholiques et socialistes. La normalisation de leurs relations après 1961 a permis de réunir leurs deux grands partis politiques respectifs au sein d'une grande coalition.

La déconfessionnalisation

Les églises catholiques se vidaient dès le début des années 1960. Grâce à la pilule contraceptive, les jeunes s'orientaient vers la liberté sexuelle, délaissant massivement d'autre part l'Église devenue désuète. Celle-ci voyait d'ailleurs son nombre de prêtres décroître fortement. Malgré l'enthousiasme suscité par le concile Vatican II, la crise du catholicisme était totale.

122

La démocratisation des études supérieures nourrissait par ailleurs une révolution culturelle symbolisée par Mai 68, obligeant par la suite les partis politiques à légiférer concernant des réformes relatives au droit familial (notamment le divorce). Le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) constituait effectivement une demande du mouvement féministe voulant se débarrasser du patriarcat, mouvement pour lequel la femme devait librement décider de son propre corps. L'IVG votée en 1981 aux Pays-Bas ne la fut qu'en 1990 en Belgique. (Outshoorn 1995: 145-65; Botquin et Hannotte 2001).

L'accumulation rapide de capitaux permettait d'améliorer le niveau de vie de la majorité de la population, tandis que la suburbanisation déplaçait une partie de la population toujours plus importante vers de nouvelles cités dans lesquelles les habitants perdent peu à peu leur identité d'origine (Fishman 1987). En Belgique, où l'aménagement du territoire restait quelque peu chaotique, l'impact de la suburbanisation sur les mentalités restait bien moindre qu'en Hollande où celle-ci aide à soulager la congestion des villes (Wetenschappelijke Raad 1990; Hajer et Halsema 1997). Un nouveau paysage urbain s'est alors développé. Il couvre aujourd'hui un quart de la surface totale de la Hollande. Dans les années 1990, un tiers de la population hollandaise vivait déjà dans des villes satellites (Van Leeuwen 1990: 19-27). C'est là que la déconfessionnalisation a progressé le plus rapidement, tandis que le conservatisme religieux et social s'est maintenu dans les petits villages où vivaient encore plus de deux millions de citoyens. Le gouvernement cherchait à y développer de petites entreprises ainsi que le tourisme régional (*De dorpsmonitor* 2013; *Thuis op het platteland* 2006).

Cette suburbanisation peut expliquer la forte déconfessionnalisation de la société civile hollandaise. En 2012, 30 % des Néerlandais se réclamaient d'obédience religieuse, contre 75 % en 1960. Les lieux de culte sont devenus

des « centres de services » pour la célébration de mariages, d'enterrements, ou pour y donner des concerts même profanes.

Cette déconfectionnalisation prive les partis confessionnels d'une fraction de leurs voix. En Belgique (Botterman et Hooghe 2012: 1-17), les partis catholiques ne remportent pas plus de 20 % des voix exprimées en Flandre et 10 % en Wallonie. Aux Pays-Bas, le KVP, perdant beaucoup de voix, a dû fusionner avec les deux partis protestants ARP et CHU (Van Kersbergen 1995). Le nouveau parti CDA (Christen-Democratisch Appèl) avait de prime abord donné l'impression d'avoir durablement réinvesti la scène politique jusqu'à son déclin électoral dans les années 1990. Les partis confessionnels ont aussi beaucoup souffert de la fusion des petites municipalités. En Hollande, on comptait seulement 403 municipalités tandis qu'en Belgique le nombre de municipalités était de 589.

Le déclin des partis chrétiens est un phénomène lié à la déconfectionnalisation de la société et à la montée de l'idéologie néo-libérale qui a permis la formation de gouvernements de coalition dans lesquels s'allient les partis libéraux et socialistes.

123

Dès 1994 c'est chose faite. Les sociaux-démocrates hollandais formaient un gouvernement de coalition avec les libéraux de droite (Volkspartij voor Vrijheid en Democratie, VVD) et de gauche (D66). Celui-ci reste au pouvoir jusqu'en 2002. En Belgique ce nouveau type de coalition s'impose en 1999 suite à une défaite électorale cuisante des démocrates-chrétiens. Ce type de coalition nommée « mauve » signifie la fin définitive de la pilarisation de la société et du système de concertation entre les groupes d'intérêts différents. Le clivage idéologique entre travail et capital (Lipset et Rokkan 1967) s'estompe alors au niveau idéologique et politique, conduisant à l'émergence d'une réaction de type populiste qui n'est plus contrôlée par les élites. Les habitants des grandes villes (Rotterdam, La Haye, Utrecht et Amsterdam), où la qualité de vie est en régression constante, s'insurgent contre les élites politiques qui prônent le bonheur pour tous, mais ne s'occupent guère des problèmes des habitants des quartiers pauvres. Le tournant politique est atteint en 2002, quand le mouvement populiste de Pim Fortuyn (Pels 2002) gagne les élections parlementaires. En 2005, Geert Wilders prend le relais de Fortuyn en fondant son Parti pour la Liberté (Partij voor de Vrijheid, PVV) (De Lange et Art 2011: 1229-49; Fennema 2010). Celui-ci mène par la suite une campagne hargneuse contre l'Islam et contre l'Union Européenne.

Cette dernière irruption populiste un peu tardive contraste avec la situation belge où les racistes du Vlaams Blok/Belang avaient déjà gagné

les élections parlementaires dès 1991. Pourtant, ce parti actuellement en perte de vitesse, se voit largement supplanté par la Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA), un parti identitaire populiste conduit par son leader Bart De Wever. En Wallonie et à Bruxelles, le Front National, disparu à ce jour, a été relayé par le Parti Populaire.

124

Cataloguer ces mouvements populistes n'est pas aisé. Selon Ernesto Laclau il s'agirait d'un populisme de tendance ethnique (Laclau 2005: 190-9). Les immigrés ne sont pas seulement responsables du haut taux de criminalité dans les grandes villes, mais ils profiteraient aussi exagérément de la sécurité sociale. Ils affaibliraient ainsi le financement de l'Etat-providence et porteraient atteinte au bien-être de la population autochtone. La responsabilité de cette dérive est largement imputée aux élites qui, s'enrichissant, ne s'intéressent plus aux problèmes des petites gens. Il s'agit ici d'électeurs d'un niveau moyen qui subissent aujourd'hui de plein fouet la récession économique et la libéralisation du marché du travail. Leurs attitudes politiques sont donc clairement influencées par des facteurs socio-économiques liés à la mondialisation de l'économie et à la libre concurrence. Ce mouvement de mécontentement ne conduit pas nécessairement à l'instauration d'un système totalitaire (Panizza 2005: 30), mais il exprime pourtant un malaise profond de la société civile après l'implosion du système pilarisé et la néo-libéralisation de l'Etat-providence.

Récemment, le financement de l'Etat-providence a été fortement amenuisé suite à « l'abus » des chômeurs et des malades « abusant » des aides sociales. Il ne couvre donc plus tous les risques sociaux à long terme. La logique néo-libérale du capital promouvant la responsabilité personnelle du citoyen a réussi à instaurer un type de société qui soumet tous les citoyens aux lois du marché. Ainsi, la notion de profit est présente dans le discours politique voulant soutenir la croissance du capital en faveur d'une petite minorité de riches capitalistes, les grandes fortunes boursières qui, en échappant à tout contrôle, flouent la collectivité. Dans ce cas, l'absence de transparence est patente (Piketty 2014: 569-70). Au vu de cette situation, le citoyen est devenu inexistant, superflu. Comme au XIX^e siècle, seules lui restent sa volonté et sa capacité de travail. Sa citoyenneté est dès lors lourdement dévaluée par son incapacité à contrôler les mouvements des capitaux.

Le « citoyen introuvable »

Le thème du « citoyen introuvable » est l'objet d'études de sociologues hollandais et belges. Ils ont surtout analysé le fonctionnement et les mécanismes du système pilarisé. Il convient donc d'en donner un aperçu.

Le politologue Arend Lijphart (Lijphart 1968) fut le premier à analyser le fonctionnement du système politique hollandais en établissant les mécanismes de son fonctionnement: les élites des piliers se partagent le pouvoir et décident de tout en comité restreint. Faisant écho au même constat, le sociologue Luc Huyse a mis en lumière l'exclusion du citoyen du système politique belge (Huyse 1969). Le mécontentement populaire actuel pourrait y trouver son origine. Les « piliers » ayant disparu, le mécontentement a pu s'exprimer plus librement et plus facilement. Avec la disparition du clivage entre le capital et le travail ainsi qu'avec des gouvernements qui ne veulent plus d'une politique des revenus, le populisme est devenu plus attrayant en présentant de nouveaux boucs émissaires aisément trouvés (les immigrés, l'Union Européenne).

Pourtant, les plaidoyers pour une restructuration politique autour de deux pôles, l'un conservateur et l'autre progressiste, possédaient aussi des relents populistes, car, en se débarrassant des « piliers », le citoyen était censé être en mesure d'influencer les décisions à prendre.

125

Aux Pays-Bas, les démocrates de gauche (D66) et l'aile gauche de la sociale démocratie ont voulu éliminer le système pilarisé dominé par les partis confessionnels. L'élection directe du premier ministre devait être pour eux un puissant levier dans le but de faire éclater les partis confessionnels et d'imposer une restructuration durable du paysage politique (Van Praag 1991; Bleich 2008). En fusionnant, les partis confessionnels affaiblis ont néanmoins pu résister à cette attaque frontale de la part de la gauche progressiste.

En Belgique, le président du Parti Socialiste, Léo Collard, lance en 1969 un appel à la formation d'un front progressiste alliant les socialistes aux démocrates-chrétiens. L'idée est de créer un parti travailliste englobant aussi les syndicats. L'organisation des jeunes du CVP réagit avec enthousiasme, mais sans pouvoir toutefois changer le cours des choses. Pourtant, aux Pays-Bas, les syndicats sociaux-démocrates de la NVV (Nederlands Verbond van Vakverenigingen) et catholiques de la NKV (Nederlands Katholiek Vakverbond) forment, en 1976, la FNV (Federatie Nederlandse Vakbeweging). En Belgique, une fusion des syndicats socialistes et chrétiens est encore hors de question. Ils préfèrent aujourd'hui la coordination de leurs actions à une fusion des organisations de culture très différente.

La fin des idéologies

Il est difficile de conceptualiser le système pilarisé. Le politologue Luc Huyse (Huyse 1987) a comparé le fonctionnement des « piliers » au comportement des grands groupes financiers qui se partagent le marché en

signant des pactes ou en formant des cartels. Ce fût le cas en Belgique lors de la signature du « pacte scolaire » en 1958 par les trois grands partis politiques. Le pacte avait alors pacifié les relations entre les deux partis « laïques » et le parti catholique.

Aux Pays-Bas, les élites des « piliers » avaient pilarié la radio en autorisant d'émettre à des associations d'inspiration religieuse ou politique afin de pouvoir mieux contrôler la communication. En Belgique, par contre, les leaders des partis politiques s'autorisaient un droit de regard quant au contenu et à l'émission de discours ou de messages des responsables politiques et syndicaux.

126

Avec les radios libres et la télévision commerciale, cette emprise politique a pratiquement disparu. Une révolution culturelle et mentale a suivi cette restructuration. Depuis lors, des « célébrités » ont fait leur apparition sur le petit écran et occupé l'espace public. Les politiciens y ont vu l'opportunité de promouvoir leur image et leurs idées en s'exhibant aux côtés de ces célébrités lors de jeux télévisés. Force est de constater que ce phénomène tente de promouvoir le populisme antipolitique.

La fin de l'idéologie, annoncée par Daniel Bell (Bell 1960) aux États Unis et bien plus tard complétée par la théorie de la « fin de l'histoire » énoncée par Francis Fukuyama (Fukuyama 1992), a donc largement contribué à la disparition des « piliers ». Actuellement, ces derniers sont partout remplacés par une multitude d'entrepreneurs privés (lobbies, consultants, bureaux d'études) représentant les grandes firmes auprès des gouvernements, des parlements et des institutions internationales. Les « piliers » ont donc disparu, mais le « citoyen » est encore absent. Le citoyen dépourvu d'idéologie politique peut librement participer à des initiatives citoyennes et pratiquer le volontariat. L'américanisation de la vie sociale est aujourd'hui la norme, car encouragée par les autorités et les médias. La société civile moderne est dès lors menée par le marketing et les gains qu'il génère. Il convient ici de souligner que la démocratisation de la société a conduit à une plus grande liberté d'expression et d'initiative, ce qui explique l'apparition de nouveaux partis politiques avec le soutien des médias.

Cette médiatisation de la société contribue non pas à la politisation mais bien à une dépolitisation de celle-ci. Les scores électoraux des partis populistes et leur progression dans les grandes villes l'attestent. Le populisme est donc un phénomène largement urbain.

Après l'irruption de la liste de Pim Fortuyn à Rotterdam, lors des élections municipales de 2002, les sociaux démocrates ont perdu en 2014 les villes

d'Amsterdam, d'Utrecht et de La Haye, mais cette fois au profit des libéraux de gauche D66 (Van Weezel 2014: 10–11) suite à un désistement accru d'une partie des électeurs.

Cette tendance électorale s'observe aussi en Belgique où, en 2012, les nationalistes flamands de la N-VA ont acquis les faveurs de la ville d'Anvers au détriment des socialistes (Hostyn 2014).

Suite au déclin des démocrates-chrétiens, les sociaux-démocrates subissent les effets d'un climat libertaire ou assertif qu'ils avaient eux-mêmes soutenu après la chute du Mur (Moschonas 2002: 305–12). On peut d'ailleurs imputer leurs défaites aux Pays-Bas et en Flandre au tournant néo-libéral opéré aux cours des années 1990.

En suivant le *New Labour* de Tony Blair, ils ont accepté de favoriser la concurrence plutôt que de contenir le marché. Même l'Etat-providence y a été intégré totalement. De ce fait, le rôle de l'Etat et du parti socialiste a été fortement amoindri. Le parti n'est plus un lieu de participation où les membres se retrouvent, mais il est devenu une machine de campagne électorale se désintéressant de ses membres. Le parti cadre a ainsi remplacé l'ancienne association d'électeurs acquis à la cause de leur parti, mais hermétiques aux changements opérés dans la société. L'avènement d'une *société ouverte* dont Karl Popper a été le premier protagoniste (Popper 1971), s'annonçait au moment où Blair imposa son leadership. Cette société ouverte prônée par les néo-libéraux dans les partis socialistes écarterait les idéologies désuètes et favoriserait une société prônant la liberté de l'individu ainsi que son autonomie en adéquation avec les droits de l'homme.

Ce projet néo-libéral, transformé par les partis sociaux-démocrates et initié en Grande Bretagne par Tony Blair, est rapidement repris par les socialistes aux Pays-Bas et en Belgique.

En Belgique, c'est le socialiste flamand Frank Vandenbroucke, auteur d'une thèse à l'Université de Cambridge, qui jette la base d'une réorientation doctrinaire basée sur un socialisme éthique (Vandenbroucke 2001) conformément à l'idée de John Rawls (Rawls 1999). Cette doctrine vise un Etat-providence (Vandenbroucke 2002: 83–93) capable de former et rapidement orienter les chômeurs afin de les diriger vers le marché du travail. Il faut noter que cette nouvelle pratique est contraire aux principes de l'ancien Etat-providence garantissant aux chômeurs une allocation dite de chômage, au détriment de leur insertion professionnelle.

Cette réforme inspirée par *New Labour* est idéologiquement soutenue par une nouvelle classe moyenne éclectique composée tant d'universitaires

que de travailleurs salariés. C'est cette classe montante qui rejette en majorité l'existence d'un Etat-providence entièrement basé sur la solidarité intergénérationnelle et interprofessionnelle. Elle s'oriente aujourd'hui davantage vers une société basée sur un système d'assurances privées personnalisées, ne couvrant donc pas l'ensemble des risques sociaux. Cette nouvelle classe sociale portée sur ses propres intérêts est d'avantage séduite par le concept de libre échange qu'à celui d'un système se préoccupant du social. Ces nouvelles couches sociales veulent aussi exercer un contrôle plus direct sur les sphères sociales et culturelles et se concentrent de plus en plus dans des quartiers spécifiques des grandes villes où elles peuvent organiser leur vie sociale et culturelle sans devoir négliger leurs activités professionnelles. C'est cette même classe qui a repris la direction des partis socialistes, écologistes et libéraux de gauche et qui domine les médias. Pour Pim Fortuyn il s'agissait ici de l'« église de gauche », classe dirigeante par excellence.

Il faut néanmoins noter qu'en Belgique l'offensive néo-libérale n'est pas initiée par le parti socialiste flamand, mais bien par Guy Verhofstadt, un libéral flamand. Au milieu des années 1990, il avait déjà tenté d'introduire une politique *thatchérienne* visant à réformer l'Etat-providence (Verhulst 1996: 210-25) qui se soldait par un échec, l'incitant à réapparaître sur la scène politique avec un programme davantage progressiste. En 1999, il s'allie aux socialistes de Vandenbroucke et aux « Verts » pour former une coalition « mauve » (ou « arc-en-ciel » en Wallonie). Son alliance persiste jusqu'en 2007, année de la perte des élections par sa coalition.

La situation est identique en Hollande où, en 1994, apparaît un gouvernement « mauve » fruit de l'alliance des libéraux de droite et de gauche et des sociaux-démocrates qui depuis 2 ans imprime une nette tendance néo-libérale. En s'écartant de son idéologie, le parti de Wim Kok allait encourager une politique économique pour stimuler la croissance. Avec ce tournant néo-libéral, il préparait les conditions d'émergence du populisme nouveau de Pim Fortuyn et de Geert Wilders ensuite. S'opposant à l'église « de gauche » et aux élites, ces deux précurseurs, soutenus par les électeurs nostalgiques, aspiraient au retour d'une société protégeant sa culture propre de l'influence de l'immigration.

Vers la société permissive

Cette offensive néo-libérale trouve non seulement ses origines dans les milieux de la droite politique, mais aussi dans les courants issus de Mai 68.

Sous la bannière de l'émancipation, les nouveaux mouvements sociaux ont bel et bien fait triompher des réformes touchant surtout à l'existence de l'individu. Dans la foulée de Mai 68, ces mouvements ont longtemps combattu pour une société libérée des contraintes religieuses et morales. Il s'agit notamment du droit à l'avortement, de respecter les droits des homosexuels, des enfants illégitimes, des personnes malades ou handicapées, de sanctionner la cruauté envers les animaux. L'écologie devient un thème universel discuté aussi bien en milieu universitaire, que dans les mouvements et partis écologistes. La plupart des militants sont de souche catholique, souvent en rupture avec leur milieu familial, plaident pour une autre manière de vivre. En formant des partis politiques (Ecolo en Wallonie et Agalev en Flandre) au début des années 1980, ils affirment leur différence avec les autres partis. On assiste à l'émergence d'une nouvelle classe moyenne composée d'individus cultivés souvent issus d'universités et hautes écoles dont la tendance n'est ni de gauche ni de droite.

129

Ces mouvements écologistes sont souvent associés à l'avènement de la société permissive ou libertaire largement encouragé par les coalitions « mauves » en réformant le droit familial et patrimonial : le mariage des homosexuels est reconnu en Hollande en 2001 et en Belgique en 2003, les droits des enfants naturels sont réglés en Hollande en 2001 et en Belgique en 2007, l'euthanasie est légalisée en Hollande en 2001 et en Belgique en 2002. Cette dynamique émancipatrice est largement soutenue par les médias, tandis que les conservateurs chrétiens, relégués dans l'opposition, ne réussissent point à contrecarrer cette offensive libertaire. Un retour aux valeurs traditionnelles est donc exclu. Même les populistes de droite ont rompu avec le traditionalisme des générations précédentes ! Ils ne défendent plus la morale chrétienne et ne s'opposent plus à l'émancipation de la femme ou des homosexuels. Le « contentieux éthique » ne divise presque plus l'opinion publique ceci ne voulant pas dire que les différences n'existent plus mais se révèlent dans les nuances.

Les partis chrétiens hollandais et belges ont malgré tout conservé un certain impact, mais leur influence est plutôt marginale et largement dépendante de l'autorité morale de l'Eglise. Cette autorité morale (surtout de l'Eglise catholique) s'est vue fortement remise en question par les affaires de pédophilie. Les églises délaissées par les jeunes générations doivent se contenter d'un rôle de plus en plus symbolique. Beaucoup d'institutions chrétiennes ont d'ailleurs abandonné leur identité chrétienne au profit d'une identité humaniste.

Dans le respect mutuel, la tolérance vis-à-vis des autres croyances est actuellement de mise et le prosélytisme n'est plus le but premier des Eglises. La modernisation de l'Eglise n'est pas acceptée unanimement, notamment dans les milieux intégristes ou chez les calvinistes orthodoxes. Dans ce même esprit de respect, les autorités invitent les ministres des différents cultes à une collaboration souple et une gestion ordonnée de leurs activités. Dans ce contexte d'émancipation, le paysage scolaire se modifie de plus en plus. Des écoles appliquant les méthodes de pédagogie active Montessori, Dalton, Steiner-Waldorf, Plan de Iéna ou Freinet voient le jour. Dans un environnement tolérant et démocratique, les membres des nouvelles classes moyennes y transmettent leurs propres valeurs (d'inspiration chrétienne ou non) aux générations futures. Une société ouverte ne tolère pas l'intolérance.

130 **La société multiculturelle**

Avec l'ouverture de tous les partis politiques aux minorités ethniques, religieuses et mêmes sexuelles, la marge de manœuvre des conservateurs chrétiens est devenue de plus en plus réduite. Ils sont aujourd'hui très dispersés. D'autres ont trouvé refuge dans des sectes d'inspiration fondamentaliste.

Aux Pays-Bas, où le système électoral reste très favorable aux petits partis politiques pour conquérir un siège au Parlement, les protestants conservateurs ont pu s'assurer de quelques sièges. Ils dominent même les municipalités rurales dans les régions protestantes où ils s'emploient à régler le repos du dimanche au maximum. Religion oblige pourtant. Ces calvinistes résistent là-bas massivement à la vaccination obligée des enfants et refusent même de recevoir les allocations familiales. Une déduction fiscale leur est allouée. La tolérance de la part du gouvernement hollandais est donc de mise.

En Belgique, surtout en Flandre, le réseau scolaire catholique est resté très prédominant et se targue de préparer au mieux ses élèves pour l'université. Dès lors, il regarde d'un œil moins tolérant le nombre croissant d'élèves de familles musulmanes voulant entrer dans ses écoles. Cela n'exclut pourtant pas la présence d'autres croyances dans les écoles catholiques. Tout élève apporte une subvention de la part de l'Etat, ce qui peut expliquer la tolérance des autorités catholiques envers ces autres croyances devenues dominantes dans les grandes villes.

Cette tolérance regarde surtout les musulmans. La multiplication des mosquées pose des problèmes dans certains quartiers des grandes villes

et alimente de facto le racisme culturel exploité par le Vlaams Blok/Belang en Flandre et par Geert Wilders en Hollande (Reuter 2011: 55-75). Les démagogues populistes aiment d'ailleurs à défendre la culture « judéo-chrétienne » contre la prétendue islamisation de l'Europe. Il s'agit pour eux de défendre les valeurs chrétiennes contre l'invasion musulmane. Les coalitions « mauves » sont blâmées pour avoir créé une société multiculturelle dont les classes populaires ne veulent plus. C'est en jouant sur ce registre que le Vlaams Blok/Belang avait augmenté son score électoral jusqu'à 25 %. Aux Pays-Bas, la liste de Pim Fortuyn avait fait en 2002 une percée médiatique et électorale en attaquant la société multiculturelle.

On a cependant dit que Fortuyn a été un phénomène inclassable. Cet intellectuel progressiste et homosexuel égaré en politique après avoir fait une carrière universitaire remarquable, s'est néanmoins mis à pourfendre la société multiculturelle, le système scolaire inepte et l'Etat-providence corrompu. Homosexuel déclaré, il lui convenait aussi d'attaquer les jeunes immigrés de souche marocaine pour leur comportement violent envers les homosexuels et les femmes. En louant la philosophie des Lumières, il s'emportait facilement contre la religion musulmane restée obscurantiste. Tout cela n'est pas, sauf pour les Hollandais, très original. Fortuyn a été certainement influencé par la « confrontation des civilisations » de Samuel P. Huntington (Huntington 1992, 1996). Ensuite, Fortuyn fut certainement un démagogue très habile. En évitant de fustiger l'obscurantisme des sectes protestantes ou juives et les pratiques du courant intégriste dans l'Eglise catholique, il sut déplacer le problème de l'obscurantisme unilatéralement vers le monde musulman. Bien que son mouvement ne lui ait pas survécu longtemps, sa « pensée » reste encore très vivante dans les milieux populistes. Pour eux, il est un prophète qui voulait sauver la civilisation européenne et la nation hollandaise contre l'Islam. Pour les autres il est un démagogue qui aimait à se mettre en évidence.

131

C'est principalement grâce à la révolution fortuyniste que les démocrates-chrétiens hollandais ont pu retrouver leur seconde vie en gagnant, eux aussi, les élections parlementaires de 2002. Avec à leur tête l'idéologue calviniste Jan Peter Balkenende, le CDA perce alors à nouveau en collectant les voix de la petite bourgeoisie traditionnelle. Mais il n'est certainement pas question d'une restauration conservatrice durable. Les élections de 2002 annoncent plutôt une période d'instabilité politique causée par la montée du populisme. Parce que les sociaux-démocrates et les libéraux n'attirent plus à eux deux toute la masse flottante d'électeurs, Balkenende doit dès lors gérer la crise idéologique pour un certain temps.

Parce que le changement social a profondément perturbé la composition du corps électoral, les partis traditionnels sont incapables de mobiliser leurs électeurs d'un seul coup. Les libéraux font encore appel aux classes moyennes traditionnelles, tandis que les nouvelles catégories sociales, principalement les habitants des banlieues, ont gonflé leurs rangs. Les sociaux-démocrates, qui collectaient jadis les votes de la classe ouvrière, attirent maintenant de plus en plus un nouveau prolétariat travaillant dans les services. Il reste encore le vote des immigrés dans les grandes villes. Pour les socialistes il s'agit d'une masse d'électeurs potentiels qu'on peut attirer avec un discours multiculturel qui rebute pourtant une bonne partie des électeurs autochtones.

132

Il devient aussi de plus en plus difficile pour les partis politiques de gérer ce conglomérat instable et hétérogène d'électeurs dans une période de crise financière qui nécessite l'application de mesures d'austérité mal reçues par les électeurs. La crise boursière *dot.com* de 2001 avait déjà donné le signal que l'euphorie boursière toucherait à sa fin, ce qui aurait des conséquences désastreuses pour le secteur immobilier hollandais devenu très vulnérable à tout flottement des cours boursiers. La privatisation des entreprises d'Etat a déjà miné la confiance de pas mal d'électeurs dans le courant nouveau néo-libéral de ces sociaux-démocrates.

En guise de conclusion

Au temps des « piliers » la représentation proportionnelle pouvait garantir une grande stabilité parlementaire aussi longtemps que les électeurs restaient fidèles à leurs partis respectifs. Cette fidélité s'effacera grâce à la déconfessionnalisation de la société. Une libéralisation des médias a alors donné le coup de grâce au monde polarisé. Les opinions sont ensuite régies par des maisons de production commerciales. Tout autant, le paysage politique s'est de plus en plus divisé avec l'apparition de petits partis politiques exprimant des opinions particulières. Ceci est surtout le cas en Hollande où le sectarisme religieux connaît une longue tradition. En Belgique, la fédéralisation des structures politiques n'a pas seulement fait éclater les partis politiques en formations régionales, mais a aussi stimulé le développement d'un discours régionaliste de plus en plus populiste.

En Belgique, le déclin des démocrates-chrétiens a suivi à peu près le même parcours électoral qu'aux Pays-Bas. Le démocrate chrétien flamand Yves Leterme, en s'alliant à la N-VA (Nieuw-Vlaamse Alliantie) et en reprenant le discours de ce dernier petit parti, a su défaire en 2007 la coalition

« mauve » conduite par Guy Verhofstadt. Ce tournant vers le populisme flamand a été fait après un ressourcement idéologique qui avait fait de l'ancien CVP le Christen-Democratisch en Vlaams (CD&V). La victoire électorale de Leterme (29 % des voix exprimées en Flandre) se termine ensuite en une crise de son propre parti. L'ancien Parti Social-Chrétien (PSC) des francophones s'est alors transformé en un Centre Démocrate Humaniste (CDH). Pour le CDH guidé par Joëlle Milquet, une stratégie progressiste devrait faire regagner le terrain perdu aux Verts.

La révolution populiste a bien démontré que le système parlementaire peut aussi créer sa propre déchéance en s'ouvrant trop facilement aux démagogues et fantaisistes soutenus à un certain moment par les médias. En Hollande, Geert Wilders a su collecter le vote protestataire en s'attaquant à l'Islam et à l'Union Européenne. Bien qu'il ait aussi mordu sur l'électorat plutôt populaire des grandes villes et quelques régions dévastées par la crise économique, sa percée électorale est néanmoins concurrencée par les ex-maoïstes du Socialistische Partij (SP) (Voerman: 179–204). En Belgique, c'est le populiste Bart De Wever qui tient le même discours, mais en pointant du doigt les Wallons qui profitent largement des subventions versées par les Flamands. Avec le déclin des démocrates-chrétiens, ce discours contre les Wallons a pu se renforcer. D'ailleurs, former un gouvernement de coalition stable n'est pas simple dans un Parlement qui compte trop de partis politiques. Le déclin électoral des démocrates-chrétiens a d'ailleurs vidé le centre parlementaire de sa substance. Aussi bien aux Pays-Bas qu'en Belgique, la stabilité politique a été donc minée par l'effritement des partis confessionnels, un vide que les socialistes et les libéraux n'ont pas su combler durablement.

133

Primljeno: 30. maja 2014.

Prihvaćeno: 15. jula 2014.

Bibliographie

- Beerten, Wilfried (1990), *Le rêve travailliste en Belgique. Histoire de l'Union Démocratique Belge*. Bruxelles: Éditions Vie Ouvrière.
- Bell, Daniel (1960), *The End of Ideology*. Glencoe, IL: Free Press.
- Bleich, Anet (2008), *Joop den Uyl 1919–1987. Dromer, doordouwer*. Amsterdam: Balans.
- Botquin, Alice et Michel Hannotte (éd.) (2001), *Willy Peers: un humaniste en médecine*. Cuesmes: Éditions du Cerisier.
- Botterman, Sarah et Marc Hooghe (2012), „Religion and voting behaviour in Belgium: An analysis of the relation between religious beliefs and Christian Democratic voting“, in *Acta Politica*, 2012, 47, 1: 1–17.
- Brouwer, J. W. et J. Ramakers (2007), *Het kabinet-De Quay 1959–1963. Regeren zonder rood*. Amsterdam: Boom.

- Chenau, Philippe (2009), « La naissance des intellectuels catholiques en Belgique francophone. Une hypothèse de recherche fondée sur les archives romaines », in Guy Zelis, avec la collaboration de Luc Courtois, Jean-Pierre Delville et Françoise Rosart (réd.), *Les intellectuels catholiques en Belgique francophone aux 19e et 20e siècles*. Louvain-la-Neuve: UCL Presses Universitaires de Louvain, pp. 37-49.
- Chlepnier, B.-S. (1956), *Cent ans d'histoire sociale en Belgique*. Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Conway, Martin (1993), *Collaboration in Belgium. Leon Degrelle and the Rexist Movement*. New Have: Yale University Press.
- Defoort, Luc (1978), *Charles Maurras en de Action française in België*, Bruges: Orion.
- De Lange, Sarah et David Art (2011), „Fortuyn versus Wilders: An Agency-Based Approach to Radical Right Party Building“, in *West European Politics*, 34, 6: 1229-49.
- de Tocqueville, Alexis (1848), *De la démocratie en Amérique*. Paris: Pagnerre.
- De Wit, C. H. E. (1980), *Thorbecke en de wording van de Nederlandse natie*. Nijmegen: Sun.
- Dodge, Peter (1966), *Beyond Marxism. The Faith and Works of Hendrik de Man*. The Hague: Martinus Nijhoff.
- Domenach, Jean Marie (1972), *Emmanuel Mounier*. Paris: Le Seuil.
- De dorpsmonitor. Ontwikkelingen in de leefsituaties van dorpsbewoners* (2013), La Haye: SCP.
- Fishman, Robert (1987), *Bourgeois Utopias. The Rise and Fall of Suburbia*. Boston: Basic Books.
- Esping-Andersen, Gösta (1980), *Politics Against Markets*. Princeton: Princeton University Press.
- Fennema, Meindert (2010), *Geert Wilders. Tvenaarsleerling*. Amsterdam: Bert Bakker.
- Ferguson, Adam (1995) [1767], *An Essay on the History of Civil Society*. Londres: Transaction Publishers.
- Fukuyama, Francis (1992), *The end of history and the Last Man*. New York: Free Press.
- Gramsci, Antonio (1959), *Oeuvres choisies*. Paris: Éditions sociales.
- Hajer, Maarten et Femke Halsema (réd.) (1997), *Land in zicht! Een cultuurpolitieke visie op de ruimtelijke inrichting*. Amsterdam: Bert Bakker/Wiard Beckman Stichting.
- Horn, Gerd-Rainer (1996), *European Socialists Respond to Fascism. Ideology, Activism and Contingency in the 1930s*, New York and Oxford: Oxford University Press.
- Hostyn, Koen (2014), *Het Vlaanderen van De Wever*. Anvers: EPO.
- Huntington, Samuel P. (1993), „Clash of civilizations?“, in *Foreign Affairs*, 72, 3, pp. 22-49.
- Huntington, Samuel P. (1996), *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*. New York: Simon & Schuster.
- Huyse, Luc (1969), *De niet-aanwezige staatsburger. De politieke apathie sociologisch in kaart gebracht*. Anvers: Standaard.
- Huyse, Luc (1987), *De gewapende vrede. Politiek in België na 1945*. Leuven: Kritak.
- Joye, Pierre et Rosine Lewin (1967), *L'Église et le mouvement ouvrier en Belgique*, Bruxelles: Société Populaire des Éditions.

- Koole, Ruud A. (1986), „Uiterste noodzaak en partijpolitieke eenwording. Over het belang van interne partijverhoudingen bij coalitievorming“, in *Jaarboek 1986 Documentatiecentrum Nederlandse Politieke Partijen*. Groningue: RU Groningen, pp. 99–117.
- Laclau, Ernesto (2005), *On Populist Reason*. Londres: Verso.
- Lijphart, Arend (1968), *The Politics of Accommodation: Pluralism and Democracy in the Netherlands*. Berkeley etc.: University of California Press.
- Lipset, Seymour M. and Stein Rokkan (1967), *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*. Toronto: The Free Press.
- Loubet del Bayle, Jean-Louis (1969), *Les non-conformistes des années 1930. Une tentative de renouvellement de la pensée française*. Paris: Le Seuil.
- Lukács, György (1962), *Die Zerstörung der Vernunft*. Neuwied: Luchterhand.
- Neuville Jean et autres (éd.) (1996), *Le mouvement ouvrier chrétien 1921–1996*. Bruxelles: EVO.
- Outshoorn, Joyce (1995), „The stability of compromise: abortion politics in Western Europe“, in Marianne Githens et Dorothy McBride Stetson (éd.), *Abortion Politics. Public Policy in Cross-cultural Perspective*. New York et Londres: Routledge, pp. 145–65.
- Panizza, Francisco (2005), „Populism and the mirror of democracy“, in Francisco Pamizza (éd.), *Populism and the mirror of democracy*. Londres: Verso, pp. 1–31.
- Pels, Dick (2002), *De geest van Pim. Het gedachtegoed van een politieke dandy*. Amsterdam: Anthos.
- Piketty, Thomas (2014), *Capital in the Twenty-First Century*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press.
- Polanyi, Karl (1957) [1944], *The Great Transformation. The Political and Economic Origins of Our Time*. Boston: Beacon Press.
- Popper, Karl 1971 [1945], *The Open Society and Its Enemies*. Princeton: Princeton University Press.
- Rawls, John (1999), *A Theory of Justice*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- Reuter, Gerd (2011), „Unmut zwischen Maas und Marschen. Rechtspopulisten in Belgien und den Niederlanden“, in Frits Wielenga et Florian Hartleb (éd.), *Populismus in der modernen Demokratie. Die Niederlande und Deutschland im Vergleich*. Münster: Waxmann, pp. 55–75.
- Schmitt, Carl (1996) [1922], *Politische Theologie. Vier Kapitel zur Lehre von der Souveränität*. Berlin: Duncker und Humblot.
- Spann, Othmar (1921), *Der Wahre Staat. Vorlesungen über Abbruch und Neubildung der Gesellschaft*. Leipzig: Quelle & Meyer.
- Sternhell, Zeev (1983), *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*. Paris: Éditions du Seuil.
- Thuis op het platteland. De leefsituatie van platteland en stad vergeleken* (2006), La Haye: SCP.
- Vandenbroucke, Frank (2001), *Social Justice and Individual Ethics in an Open Society. Equality, Responsibility, and Incentives*, Berlin et New York: Springer.
- Vandenbroucke, Frank (2002), „Social justice and open coordination in Europe: reflections on Drèze's Tinbergen lecture“, in *De Economist. Netherlands Economic Review*, 150, 1, pp. 83–93).
- Van der Heiden, Peter et Alexander van Kessel (éd.), *Rondom de nacht van Schmelzer. De kabinetten – Marijnen, Cals en Zijlstra 1963–1967*. Amsterdam: Boom, 2010.

- Van Kersbergen, Kees (1995), *Social Capitalism. A Study of Christian Democracy and Capitalism*. Londres: Routledge.
- Van Leeuwen, Arthur (1990), „Welkom in suburbia. Stad van gezin, carrière en welverdiend genieten“, in G. van Schoonhoven (réd.), *De nieuwe kaaskop. Nederland en de Nederlanders in de jaren negentig*. Amsterdam: Prometheus/Elsevier, pp. 19–27.
- Van Praag, Philip (1991), *Strategie en illusie: elf jaar debat in de PvdA (1966–1977)*. Amsterdam: Het Spinhuis.
- Van Weezel, Max (2014), „Waarom de PvdA de steden verloor, D66 won en Wilders werd uitgenodigd op de Krim“, in *Vrij Nederland*, 29 mars, pp. 10–11.
- Verhoeven, J. (1979), *Démocratie chrétienne*. Bruxelles: Éd. Labor.
- Verhulst, Adriaan (1996), « Du PVV au VLD », in *Les libéraux de 1846 à 1996*. Bruxelles: Centre Paul Hymans, pp. 210–225.
- Visser, Anneke (1986), *Alleen bij uiterste noodzaak? De rooms-rode samenwerking en het einde van de brede basis 1948–1958*. Amsterdam: Bert Bakker.
- Voerman, Gerrit (2011), „Linkspopulismus im Vergleich. Die niederländische Socialistische Partij (SP) und die deutsche Linke“, in Friso Wielenga et Florian Hartleb (réd.), *Populismus in der modernen Demokratie. Die Niederlande und Deutschland im Vergleich*. Münster: Waxmann, pp. 179–204.
- Wetenschappelijke Raad voor het Regeringsbeleid (1990), *Van de stad en de rand*. Rapporten aan de Regering 37. The Hague: SDU.

André Mommen

Laïcité et sécularisation en Hollande et en Belgique
ou le déclin de la démocratie civique

Sažetak

Odnosi između crkve i države u Belgiji i Holandiji već dugo vremena određeni su historijskim kompromisom kojim je uspostavljen latentni mir između političkih snaga koje su se zalagale za tzv. „liberté scolaire“, i onih koje su branile laïcité, tj. *de facto*, vrednosti Francuske revolucije. Izvorno, radilo se o borbi oko kontrolisanja javnih službi i uloge religijskih kongregacija u organizovanju obrazovanja. Ovo je odmah vodilo velikoj segmentaciji društva na nekoliko „stubova“, rukovodeći se kriterijima o njihovim socijalnim mrežama u jednom više komunitarnom sistemu subvencionisanom od strane države čije elite među sobom promišljaju delatne modele. Sa dekonfesijalizacijom i ekonomskom ekspanzijom koji sve više utiču na ljudske odnose, ova društvena organizacija je izgubila postojeće značenje i vodila je ka manje-više kompletnom nestajanju rečenih „stubova“.

Ključne reči: laïcité, sécularisation, crkva, država, Hollande, Belgique, pilari-
zacija, političke partije